

Un manque de stratégie pointé du doigt

BIENNE Les parlementaires ont discuté hier du plan financier pour les années 2020 à 2022. Beaucoup ont déploré le manque de vision du Conseil municipal et demandé des mesures pour réduire la dette publique.

PAR CHRISTIAN KOBI

Après avoir accepté le budget 2019 par 31 voix contre 21 (et 4 abstentions) tard mercredi soir, le Conseil de ville s'est attaqué hier à un autre gros morceau: le plan financier pour les années 2020 à 2022. Un plan qui a fait réagir les parlementaires, quand bien même il n'a aucune valeur contraignante et sert surtout à planifier les tâches et leur financement. Son manque de vision a été critiqué. «On a l'impression que le Conseil municipal n'a pas de plan B, qu'il se contente de formuler des espoirs sans prévoir les scénarios à l'avance», a critiqué Denis Briechle (Vert'libéraux).

L'élu faisait notamment référence à la Loi cantonale sur les impôts qui, si elle est acceptée par le peuple bernois le mois prochain, pourrait entraîner des pertes fiscales pour la Ville de plus de 10 millions de francs par année, ainsi qu'au Projet fiscal 17 (PF17) de la Confédération. S'ils se confirment, les manques à gagner prévus ne permettront plus de mettre sur pied un budget équilibré comme c'est le cas pour 2019. Conséquence inéluctable: il faut s'attendre à des déficits pour les années à venir. «Nous sommes proches du point de rupture. Il faut agir maintenant, et tous ensemble», a plaidé Reto Gugger (PDB).

Investissement en question

Plusieurs autres parlementaires, surtout à droite, ont demandé que des mesures soient prises lors de l'élaboration des



Après le budget mercredi, les parlementaires ont discuté du plan financier hier soir. SUSANNE GOLDSCHMID

Une commission pour l'autorité sociale

Les parlementaires ont choisi hier soir les neuf membres de la commission spéciale qui sera chargée de se pencher sur la réorganisation de l'autorité sociale. En juin dernier, ils avaient refusé de confier cette tâche à une commission d'experts, qui aurait été chargée de surveiller l'organisation du service social. Quatre membres de gauche ont été élus (un PSR, deux SP et un Vert), quatre de droite (deux UDC, un FDP et un PRR) et un du centre (Passerelle). Les Verts/libéraux ont échoué dans leur quête d'un siège.

budgets à venir, sous la forme de nouvelles mesures d'économies. «Chaque investissement que nous faisons aujourd'hui est-il vraiment indispensable?», s'est demandé Reto Gugger. Une remarque qui n'a pas convaincu la gauche, qui estime qu'il faut maintenir les investissements pour conserver l'attractivité de la ville et attirer de nouveaux contribuables. «Nous devons continuer à investir pour l'avenir, pour nos enfants. On ne peut pas régler le problème en faisant uniquement payer les générations futures», a estimé Alfred Steinmann (SP).

La question de la dette de la Ville, qui s'élèvera probablement à 835 millions de francs fin 2019, a également suscité l'inquiétude des parlementaires. «Celle-ci pourrait s'approcher du milliard de francs en 2022», a angoissé Patrick Widmer. L'UDC demande que le Conseil municipal prenne des mesures pour réduire ou éradiquer cette dette, faisant écho à une motion allant dans ce sens déposée par le Parti évangélique en septembre

dernier (voir Le Journal du Jura du 25 septembre).

Mesures de compensation

Directrice des finances, Silvia Steidle a admis que la marge de manœuvre de la Ville était faible dans ce dossier, mais qu'elle existait. «Nous allons poursuivre nos efforts et combattre les mesures prévues dans le programme d'allègement 2018 du canton», a déclaré la libérale-radical. «De plus, nous nous engageons pour ne pas subir sans conséquences des pertes fiscales entraînées par la Loi cantonale sur les impôts, ainsi que celles liées au projet fiscal de la Confédération.»

Elle a déploré que Bienne, qui a réussi «dans la douleur» à maîtriser ses coûts et à juguler ses pertes, doive subir les décisions d'allègements fiscaux pour les personnes morales décidés par les autorités supérieures. «La Ville possède une fortune nette de l'ordre de 380 millions de francs. Mais ces réserves peuvent rapidement être épuisées si les mesures de compensation ne sont pas à la hauteur», a-t-elle averti.

Bienne primée pour son engagement climatique

RÉCOMPENSE La Ville de Bienne a reçu hier le prix Climate Star 2018 pour son projet Solarcup Seeland inauguré en mai.

La Ville s'est vue récompenser pour son engagement en faveur du climat. Hier, à l'invitation du gouvernement de Basse-Autriche, Barbara Schwickert, directrice des Travaux publics de l'énergie et de l'environnement ainsi que Nicole Witschi, coordinatrice Cité de l'énergie ont reçu le prix européen Climate Star 2018.

Celui-ci a été décerné par l'Alliance climatique des villes européennes, un groupement comptant, avec Bienne, plus de 1700 villes et communes européennes dans 26 états qui s'en-

gagent ensemble pour la protection du climat.

Validation d'une politique

La Ville a été félicitée pour son projet Solarcup Seeland inauguré à l'occasion des Journées du soleil qui se sont déroulées ce printemps. Durant cet événement, 500 élèves des Cités de l'énergie (Bienne, Brügg, Lyss et Nidau) ont participé aux mini-courses de véhicules solaires construits de leurs propres mains. Cette première édition a connu un franc succès. «Ce partenariat avec les

écoles des cités de l'énergie de Bienne, Brügg, Lyss et Nidau, nous a permis de sensibiliser les jeunes à l'énergie solaire», précise Barbara Schwickert, qui voit dans cette distinction la validation de la politique bienne en matière d'environnement.

Pour choisir le lauréat, un jury international a évalué les candidatures reçues et sélectionné quinze projets communaux issus de toute l'Europe. Il s'est ensuite fondé sur différents critères parmi lesquels la durabilité, l'effet multiplicateur,



Barbara Schwickert, directrice des Travaux publics de l'énergie et de l'environnement et Nicole Witschi, coordinatrice Cité de l'énergie, étaient à Krems en Autriche hier soir pour recevoir le prix Climate Star 2018 des mains du gouverneur Stephan Pernkopf pour le projet Solarcup Seeland. LDD

l'impact médiatique, l'innovation, l'implication de la population, de l'industrie, et des écoles ainsi que la collabora-

tion régionale entre communes. «Nous pouvons être fiers qu'un jury international reconnaisse notre projet», conclut

Barbara Schwickert qui se réjouit déjà de la deuxième édition du Solarcup Seeland qui se tiendra en 2019. C-CSI